

<https://divergences.be/spip.php?article2981>



Der Untergang ou La Chute... d'une Nation

- Mato Topé, Cinéma & plus -

Date de mise en ligne : jeudi 17 novembre 2016

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Toute idéologie nationale se construit sur un double postulat : l'existence du peuple comme entité et de son unité ontologique autour d'un principe fondateur qui varie selon les formations historiques du subjectif ("*le vouloir vivre ensemble*" cher à la France) à l'objectif (la langue pour l'Allemagne depuis le fameux *Discours à la Nation Allemande* de Johann Gottlieb Fichte en 1808). Bien sûr ces principes sont soumis, dans leur application, à bien des distorsions pour répondre aux exigences politiques du moment, pour tenir compte des difficiles équilibres [1] Mais malgré ces arbitrages, une fois constitué, le peuple uni doit pour exister nier toutes les divisions, transcender toutes les contradictions : les antagonismes ne peuvent être portés que par des éléments allogènes, par l'étranger dont le pire se cache au sein du peuple et qu'il convient de démasquer. Ce sont les nobles et le haut clergé, tous des immigrés de Coblenz en puissance, qui n'ont pas compris que la République avait définitivement aboli les privilèges. Ce sont les spéculateurs financiers qui ruinent le travail des entrepreneurs nationaux dans la version pétainiste. Spéculateurs non nationaux car apatrides bien évidemment.

En Allemagne, le nationalisme porté à son paroxysme a précipité la Nation allemande dans le gouffre de l'histoire. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, l'Allemagne détruite doit se reconstruire dans la division car il existe désormais deux Etats allemands. A l'Ouest, une république fédérale, à l'Est, une république démocratique et socialiste... Les deux nouveaux Etats ont en commun d'avoir à élaborer une nouvelle identité collective qui tienne compte d'un passé commun mais monstrueux. La partition étant incompatible avec le concept même de Nation, chacun des deux Etats dénierait à l'autre toute légitimité.

Deux mythes antagonistes, fédérateurs et forcément simplificateurs vont être forgés pour cimenter ces nouvelles entités nationales tout en les distinguant radicalement. A l'Ouest, un travail de mémoire considérable sur la culpabilité est entrepris. Après la catharsis procurée par le procès de Nuremberg, l'unité se construit dans une culpabilité décrétée collective : tous coupables mais uniquement d'avoir donné ensemble le pouvoir au monstre. Dans sa naïveté ou son immaturité démocratique (la République de Weimar n'avait pas quinze ans) et dans les souffrances réelles d'une reconstruction chaotique (le désordre insurrectionnel de l'immédiat après-guerre, "le diktat" de Versailles et la crise de 29), le peuple a été abusé par des démons, il en a été la victime [2]. L'idée devenue commune qui fait de l'accession d'Hitler au pouvoir le résultat navrant d'un processus démocratique est consubstantielle au mythe de la culpabilité collective : c'est le peuple [3] – conformément à la fiction fondatrice de la démocratie - représenté par la majorité qui dit l'intérêt général, qui a élu Adolf Hitler. Le Joseph Goebbels de *Der Untergang* rappelle à plusieurs reprises, comme un idéologue de la RFA, que le peuple a choisi son sort et donc qu'il est responsable de son destin tragique. Le docteur Goebbels tient le même discours que son maître : Hitler, toujours dans *Der Untergang*, inflexible rejette la demande d'évacuation des femmes, enfants, vieillards et blessés car le peuple "*habe sein Schicksal selbst gewählt und hätte nichts anderes verdient*" [4]. Construction idéologique qui, non seulement, confère une légitimité démocratique induite aux nazis mais occulte bien évidemment la complexité du processus qui a conduit Hitler à la Chancellerie : une guerre civile ouverte ou larvée depuis l'armistice avec la terreur dans la rue exercée par des groupes paramilitaires, une crise économique sans précédent (il reste encore plus de 6 millions de chômeurs en 1933), une instabilité parlementaire endémique liée à la représentation proportionnelle qui n'arrive pas à dégager de majorité stable (8 élections entre 1919 et novembre 1932 pour élire les députés au Reichstag, une quarantaine de partis ont présenté des candidats aux élections du 6 novembre 1932 et 19 ont obtenu des sièges), le rôle funeste d'un Président monarchiste et hostile à la République, son choix, après trois mois de tractations et d'atermoiements [5], comme chancelier du chef du parti majoritaire au Reichstag certes mais avec seulement 1/3 des suffrages exprimés et face à lui une gauche divisée qui n'a pas su s'unir devant le danger [6] ... Accession légale au pouvoir certes mais nullement démocratique et, a fortiori, encore moins, un "régime fanatique porté triomphalement au pouvoir" . [7]

Cette qualification de l'accession d'Hitler au pouvoir est utilisée à des fins discursives multiples et contradictoires. Les théoriciens libéraux qui se méfient de la démocratie ne manquent jamais d'exploiter "l'élection" d'Hitler : "La démocratie peut même constituer une lourde menace pour les droits individuels, comme en atteste, à titre d'exemple emblématique, l'élection au suffrage universel du chancelier Hitler, en 1933." [8]

De même, toujours sceptiques par rapport au processus électoral, les anarchistes l'utilisent aussi comme effet repoussoir :

"En janvier 1933, Hitler, après avoir remporté les élections, devient chancelier."

"Les camps de concentration furent créés par les dirigeants du IIIe Reich, dès leur arrivée au pouvoir en 1933 (par le biais des élections, ne l'oublions pas)..." [9]

Enfin, ceux qui tiennent à la culpabilité du peuple allemand ne manquent pas également de le rappeler à la manière de Jacques Mandelbaum. Ainsi, répondant aux déclarations du Pape à Auschwitz (Cf. la note 2), on peut lire sous la plume de Jacques Attali :

"Cette thèse, qui exonère ce peuple de sa responsabilité pour en faire une victime du nazisme, n'est plus défendue par aucun historien. Tous reconnaissent que l'antisémitisme est profondément inscrit dans l'histoire allemande ; que les électeurs connaissaient les projets d'extermination de Hitler lorsqu'ils l'ont porté démocratiquement au pouvoir ; qu'ils ont ensuite très massivement approuvé les mesures antisémites appliquées de 1933 à 1938 ; et que l'immense majorité des juifs assassinés l'ont été par les armes individuelles des soldats et des gendarmes allemands, entre 1940 et 1942, et non par les usines de mort nazies, mises en place ensuite."

Lire la suite

[1] Sadowa met un terme au projet de construction d'une grande Allemagne et il faut attendre l'Anschluss pour que l'Autriche soit intégrée au Reich. Par ailleurs, même les nationalistes allemands les plus exaltés n'ont jamais revendiqué la Suisse alémanique. Quant aux vendéens, la République a dû leur expliquer avec force la validité du "vouloir vivre ensemble" et surtout la conscription qui allait avec....

[2] Explication qui perdure tant elle est fonctionnelle : « Ce peuple sur lequel un groupe de criminels a pris le pouvoir par le biais de fausses promesses de grandeur future et de retour à l'honneur, l'importance et la prospérité de la nation, mais aussi à travers la terreur et l'intimidation, avec pour résultat que notre peuple a été utilisé et abusé comme un instrument de leur soif de destruction et de pouvoir. » Benoît XVI à Auschwitz le 29 mai 2006.

[3] « En réalité, le "peuple", en tant qu'expression d'une volonté unique et de sentiments identiques - force quasi naturelle qui incarne la morale et l'Histoire -, n'existe pas. Il existe des citoyens qui ont des idées différentes, et le régime démocratique consiste à établir que celui qui gouverne est celui qui a obtenu le consentement de la majorité des citoyens. Non du peuple, mais d'une majorité qui peut parfois être obtenue non par le verdict des chiffres mais par les répartitions des voix dans un système uninominal. Les citoyens sont représentés, proportionnellement, au Parlement par ceux qu'ils ont élus. En revanche, en appeler au peuple signifie construire un simulacre : étant donné que le peuple en tant que tel n'existe pas, le populiste est celui qui se crée une image virtuelle de la volonté populaire. Mussolini le faisait en rassemblant piazza Venezia cent ou deux cent mille personnes qui l'acclamaient et qui, recrutées en tant qu'acteurs, jouaient le rôle du peuple. D'autres peuvent créer l'image du consensus populaire en jouant sur les sondages ou simplement en évoquant le fantasme d'un "peuple". En procédant ainsi, le populiste identifie ses projets personnels avec la volonté du peuple. Ensuite, s'il y parvient (et souvent il y parvient), il transforme une large part des citoyens en ce peuple qu'il a inventé. Car les gens sont fascinés par une image virtuelle à laquelle ils finissent par s'identifier. » Umberto Eco, L'Espresso, Rome 2003, in Courrier International, 04 décembre 2003, n°683.

[4] " a choisi son destin lui-même et n'a rien mérité d'autre ".

[5] - Selon la pertinente expression de l'historien anglais, Alan Bullock : "Hitler fut poussé vers le pouvoir par des intrigues d'escalier de service."

[6] Aux dernières élections "libres" du 6 novembre 1932, le NSDAP obtient 33,1% des suffrages et 196 sièges au Reichstag (presque 12 millions de voix certes mais cela ne constitue qu'une majorité très relative et, par conséquent, ne suffit pas à "incarner le Peuple allemand"). En face, le KPD avec 16,9% des voix et 100 élus, le SPD avec 20,4% et 121 élus représentent plus d'électeurs et obtiennent plus de sièges mais ils restent profondément divisés. Le 30 janvier 1933, Hindenburg nomme Hitler comme chancelier ; après l'incendie du Reichstag le 27 février attribué à un militant communiste, Hindenburg décrète l'état d'urgence, "*die Reichstagsbrandverordnung*", en s'appuyant sur l'article 48 de la constitution de Weimar et donne à Hitler les pouvoirs dont il a besoin. La terreur nazie devient la loi de l'ordre nouveau et les premières victimes sont allemandes

Der Untergang ou La Chute... d'une Nation

: syndicalistes, communistes (le KPD est interdit et ses militants dont les députés membres du Reichstag, sont pourchassés et emprisonnés), socialistes, anarchistes (poète, publiciste anarchiste et issu d'une famille de confession juive, Erich Mühsam est arrêté dès le 28 février 1933 et assassiné dans la nuit du 9 au 10 juillet 1934 dans le camp de concentration de Orianenburg). Le Reichstag est dissout et de nouvelles élections sont organisées, dans ce climat de répression brutale, le 5 mars. Le NSDAP n'obtient toujours pas la majorité (43,91% des suffrages et 288 sièges sur 647) mais Hermann Göring est élu Président du Reichstag... Le vote des pleins pouvoirs le 23 mars 1933 permet à Hitler de se passer du parlement où il n'aura jamais réussi à y gagner une majorité entièrement dévouée à sa cause.

[7] - Comment peut-on lire dans les colonnes du Monde (mercredi 5 janvier, p.25), sous la plume de Jacques Mandelbaum, le critique cinématographique : "une Allemagne martyrisée, victime presque malgré elle de ce régime fanatique qu'elle aura pourtant – mais le film ne le dit pas – porté triomphalement au pouvoir et durablement soutenu" ? Cette méconnaissance de l'histoire de la part d'un journaliste en dit long sur la puissance de l'idéologie...

[8] L'histoire du rapport État-Liberté en Europe, par Erwan Quéinnec (diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, enseignant-chercheur en sciences de gestion mais pas en histoire visiblement !) in Le Québécois Libre, Montréal, 15 juin 2004, n°143.

[9] Sur la 4ème de couverture et page 3 de La résistance anarcho-syndicaliste allemande au nazisme, collectif, Editions du Monde Libertaire, avril 2001.